1,5 € - N°117 30 mars 2023

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde

49.3, provocations, violences policières...

« La vraie démocratie, elle est ici ! »

NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

Le NPA continue

Lors du congrès du NPA en décembre 2022, l'ancienne direction, devenue majoritaire après l'exclusion-rupture des camarades du courant Révolution permanente, a fait le choix irresponsable d'organiser la scission du NPA, prétextant des divergences politiques et un fonctionnement interne de l'organisation qui d'après elle rendaient impossible de continuer à militer ensemble.

Détenant la presse, les finances, les locaux et la notoriété de ses porte-parole Philippe Poutou et Olivier Besancenot, cette scission n'est autre que l'exclusion de plus de la moitié de ses militants qui combattent sa politique d'alliance avec la LFI et la NUPES, et qui, refusant ce coup de force, ont décidé de continuer le NPA.

C'est cette politique d'alliance que Philippe Poutou a commencé à mettre en œuvre il y a deux ans aux Municipales à Bordeaux avec Bordeaux en lutte, puis aux Régionales de 2021, et qui a été généralisée aux Législatives de 2022 avec l'appel à voter pour les candidats de la NUPES, y compris contre certains candidats du NPA. Cette politique s'est traduite à la Présidentielle par la défense de la construction d'une « gauche de combat » avec des morceaux ou nouvelles moutures populistes de la gauche institutionnelle.

Cette orientation tourne le dos au projet qui était celui du NPA à sa fondation, regrouper les anticapitalistes et révolutionnaires, tous courants nationaux et internationaux confondus, « *pour la transformation révolutionnaire de la société* », un projet qui a fait son originalité, sa richesse et sa dynamique.

La scission du NPA, organisée et imposée par l'ancienne direction, affaiblit l'ensemble de l'extrême-gauche au moment où le mouvement contre la réforme des retraites, qui porte en lui la contestation de l'ensemble de la société et de la domination capitaliste, la question du pouvoir, donne une actualité brûlante aux idées de la révolution. La nécessité du regroupement de toutes les forces révolutionnaires et de toutes celles et ceux qui veulent changer le monde prend une actualité et une acuité nouvelles. Le capitalisme à bout de souffle engendre une régression sociale généralisée, un monde de prédation, de guerres et de dévastation de la planète.

Le NPA 33 continue. Nous voulons oeuvrer au rassemblement démocratique des anticapitalistes et révolutionnaires, à la construction de rapports démocratiques, non seulement entre militant·e·s révolutionnaires de toutes tendances mais aussi avec toutes celles et ceux avec qui nous luttons et militons au quotidien sur nos lieux de travail, de vie ou d'études, dans nos syndicats et associations, dans nos mobilisations et nos luttes, dans la perspective de construire un parti indépendant des institutions, pour nos luttes, pour la transformation révolutionnaire de la société, pour le socialisme et le communisme.

Le comité de rédaction de la revue – mars 2023

Rendez-vous sur le site national du NPA :

https://nouveaupartianticapitaliste.fr

ANTICAPITALISTES !
CPPA : 1014 P 11511 - ISSN : 2430-4867
Directeur de publication : François Minvielle
NPA33 - 39 rue de Navarre - 33000 BORDEAUX - 07 83 64 43 49
Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau -23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

SOMMAIRE

Edito p.3

Dans la lutte p.4-7
- «C'est pas le patronat qui fait la loi, la vraie démocratie, elle est ici !»
- Interview de Fabrice, collectif de Hte Gironde
- Chez les cheminots
- … Et la gare, elle est à qui ?
- « Police partout, justice nulle part »
- Chômeurs en lutte

Dans la jeunesse p.8
- Fac de Bordeaux : Etudiants travailleurs, tous ensemble on est fort…, tous ensemble on leur fait peur

Nos vies, pas leurs profits p.9
- Saipol Bassens, le 49.3, ça casse plus que ça passe
- Grève à la CAT à Bassen

Dans l'éducation, dans la santé p.10-11
- Interview de Cécile, professeur à Magendie
- Clinique Bordeaux Nord : déclaration de Macron, une provocation de plus
- Réanimation pédiatrique au CHU, une grève victorieuse et encore tant à gagner !
- Urgences du CHU, système hospitalier, une crise sans précédent

Nos vies, pas leurs profits p.12
- Safran : notre grève, un jalon pour la suite
- Sabena Mérignac, une grève qui compte
- CGI Le Haillan - d'une pétition à la lutte…
- Capgemini Pessac, fin et échec des NAO

Leur société p.13-14
- Travailleur·e·s de tous les pays, unissons-nous..
- Militants d'extrême droite devant le juge…
- Castel, le fric pourri de la françafrique
- Recrudescence des défaillances d'entreprises en Nouvelle Aquitaine

A voir p.15
- Collectif de Mérignac, projection débat : de la grève générale à l'abolition du salariat ?
- *Une histoire de la grève générale, de la Commune au Front populaire* - documentaire de Olivier Azam et Laure Guillot (2011)

Féminisme p.16
- Un 8 mars sous le signe d'un nouvel hymne : « *patriarcat au feu et les patrons au milieu* »

Abonnez-vous

à **ANTICAPITALISTES !**

le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Paiement des abonnements par chèque à l'ordre de Monica Casanova., en précisant Nom , prénom, e-mail et adresse.

49.3, provocations, violences policières... « La vraie démocratie, elle est ici ! »

A Sainte-Soline, Macron, Darmanin et leurs flics ont délibérément provoqué des affrontements dramatiques. Ils les ont mis en scène, avec la complicité des médias aux ordres, pour tenter de discréditer notre mouvement, nos revendications sociales, écologiques et démocratiques.

Ils ont choisi l'affrontement. Alors qu'ils ont perdu toute crédibilité, ils jouent au parti de l'ordre face à un prétendu chaos. Mais le chaos, c'est eux, leur pouvoir, celui des classes dominantes, du capitalisme en faillite ! Ils révèlent ainsi leur faiblesse, leur impuissance face aux millions de travailleur.e.s, de jeunes qui se mobilisent, tissent des liens, s'organisent démocratiquement et répondent massivement dans la rue au « passage en force » du 49.3, « *nous aussi on va passer en force !* ».

« *La vraie démocratie, elle est ici !* »

Ces slogans, repris en boucle dans les manifestations, expriment la colère contre le déni de démocratie de Macron et ses donneurs d'ordres, leur mépris de la volonté de l'immense majorité de la population. La « démocratie parlementaire » apparaît à tous pour ce qu'elle est, une mascarade dans laquelle, grâce à des outils comme le 49.3 et bien d'autres, l'exécutif est assuré de faire adopter ses lois. Leur « démocratie », c'est la dictature de la finance, de la minorité d'ultra-riches dont Macron est l'exécuteur des basses œuvres. Les flics sont là pour faire respecter cet « ordre ». Les violences et outrages des policiers de la Brav-M, enregistrés à leur insu et qui ont fait le tour du net, ne sont pas des dérapages, ils sont le produit du système, d'une police gangrénée par le racisme et le machisme. Et le pouvoir tente d'instrumentaliser ce qu'ils appellent « *violences urbaines* » ?

L'adoption de la loi n'a pas mis fin à la contestation sociale, au contraire, elle a renforcé la détermination du mouvement, de la jeunesse à aller jusqu'au bout, en ne comptant que sur leurs propres forces, leur propre organisation démocratique, au-delà du cadre posé par l'intersyndicale.

Aller jusqu'au bout, jusqu'au retrait

Pour bien des militant.e.s du mouvement à la base, il est clair que la suite et l'extension du mouvement, son organisation dépendent de la prise en main du mouvement par les travailleurs, la jeunesse et toutes celles et ceux qui se mobilisent. Les « journées d'action » de l'intersyndicale ne répondent pas au besoin. Elles ont permis de se retrouver régulièrement et massivement dans la rue, mais l'intersyndicale n'a rien fait pour « *bloquer le pays* », n'a pas cherché à organiser la généralisation de la grève qui aurait rapidement pu contraindre Macron à remballer sa réforme. Elle veut reprendre cet impasse du « *dialogue social* », comme Berger implorant Macron de décréter une « *pause* » sur la réforme des retraites, le temps d'en rediscuter… lequel lui a répondu que question retraite, il n'y avait rien à discuter !

Macron veut l'affrontement jusqu'au bout, nous aussi. Pour cela, notre force est dans la démocratie de la lutte, les collectifs, les interpros, les AGs, qui organisent la grève, les blocages, tractages, soutiens aux grévistes en reconductible, etc. C'est cette organisation qui assure la continuité de la mobilisation, son élargissement, sa structuration, la rend vivante et démocratique. C'est elle qui fait paniquer le gouvernement qui y répond par les provocations policières. C'est cela qui nous permettra de faire plier Macron, d'inverser le cours des choses.

Faire cela, c'est faire de la politique. Face au pouvoir économique des classes dominantes, nous défendons nos propres exigences, faisons valoir nos droits avec nos armes de classe, la grève, notre organisation démocratique et posons la question de qui dirige.

La rue, elle, répond « *C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons* » !

Pour nous contacter :
anticapitalistes@npa33.org - 07 83 64 43 49

« C'est pas le patronat qui fait la loi, la vraie démocratie, elle est ici ! »

Ce slogan a pris tout son sens ce mois-ci dans l'action des Collectifs Gilets jaunes et syndicalistes comme celui de Bassens ou interpro comme celui de la Rive droite, de Mérignac ou de Bordeaux Centre.

Avec le vote du 49.3, la colère a décuplé avec plus de manifestants, de grévistes, d'actions de blocage de l'économie et de popularisation de la grève.

De jeunes aussi occupant d'abord la fac de Bordeaux Montaigne, Sciences Po puis la Victoire. Dans les manifestations, les pancartes dénonçant « *le mépris social* » se sont multipliées, affirmant au gouvernement qui les réprimait : « *La rue est plus légitime que vous* ».

Ce qui se passe est bien plus profond qu'une « *colère qui monte, monte* ». Ce sont des transformations de consciences, une explosion de la contestation de différents secteurs, de tous âges, à la base, par-delà les consignes des directions syndicales et des politiques de gauche.

Ensemble, dans la lutte et la convergence

Une première AG le 7 mars à Cenon a réuni 150 personnes (Transport, Education, Cheminots, Poste, Santé et Social, Territoriaux, Opéra, retraitéEs, de FO, CGT, Solidaires, FSU, CNT, CFDT, CFTC, Gilets jaunes, Agir Contre le chômage Gironde (AC !), XR, pour certains membres des Collectifs de Bassens, Rive Droite, Bordeaux Centre, Mérignac et Pessac) dont des membres de la CGT des Ports et Docks très méfiants envers les Collectifs. Quatre autres AG ont réuni entre 40 et 90 participants après les manifestations.

Les actions qui y ont été discutées et organisées se sont faites avec des Collectifs en lien avec des équipes combatives par-delà les directions syndicales, en renforçant les initiatives de convergence par en bas, pour encourager les grèves existantes, aider à les construire, les conforter, encourager la contestation sous toutes ses formes.

Du coup, les tractages à des points passants plus ou moins filtrants, les blocages de l'économie que nous faisions surtout avec les Gilets jaunes, ont été renforcés et transformés par l'afflux de grévistes et de soutiens. Nous avons bloqué nombreux des dépôts, des zones logistiques, sans intervention policière.

Nous avons soutenu la grève reconductible de l'intersyndicale cheminote en participant à leur barbecue le 17 mars devant la gare avec prises de parole de Collectifs et syndicats avant d'envahir les voies à 300 dans un joyeux chahut.

Ces actions ont été très médiatisées, des journalistes de BFM TV et Sud-Ouest rendant compte y compris de l'AG interpro, avec l'assentiment de tous.

Toujours ouverts vers l'extérieur avec des tracts dont ceux du Collectif, l'affichage de drapeaux syndicaux et de banderoles anticapitalistes de XR, les blocages sont devenus des forums permanents entre routiers, enseignants, cheminots, postiers, territoriaux ou encore étudiants ayant décidé de rejoindre les travailleurs.

Avec le vote du 49.3, LFI s'investit davantage dans le mouvement. Maintenant, dans les piquets, les drapeaux LFI cohabitent avec ceux du NPA présent depuis le début dans la construction des Collectifs.

Encouragement aux luttes

Ces actions des Collectifs et équipes syndicales combatives se sont décidées presque naturellement, dans des AG courtes de grande écoute et discussion.

Leur succès est dû aussi à l'excellent accueil qu'elles ont eu dans la population, des salariés bloqués sur la route ou leur zone de travail.

Le blocage du dépôt logistique de Bruges a duré 12 heures, avec au départ environ 200 militants Gilets jaunes, des Collectifs, syndicats et secteurs déjà cités dès 4h30 du matin.

Il a permis de nombreux et chaleureux échanges avec les travailleurs

bloqués, pour la plupart jeunes, des employés du Secours Populaire tout proche ou des chauffeurs routiers portugais, roumains venus partager notre grillade.

Les Collectifs se sont aussi soutenus les uns les autres et ont soutenu les équipes syndicales ou combatives en grève ou en lutte (barrages filtrants de la CGT à la Centrale du Blayais, petits-déjeuners devant des établissements scolaires, avec AC! devant des Pôle Emploi, devant le Planning familial attaqué par l'extrême droite puis en grève, projection de films à Mérignac, Saint André, Grève Party…)

Ils ont participé à des rassemblements contre l'extrême droite, les violences policières ou les CRA.

Dans les manifs, ils ont grossi le cortège « mélangé » animé derrière Solidaires qui a rassemblé jusqu'à 5000 personnes.

Là où se trouve la vraie démocratie

En AG, une large majorité partage l'idée qu'il ne faut pas attendre le calendrier de l'intersyndicale, mais prendre en main à la base nos propres luttes. Si elle a appelé à « *mettre le pays à l'arrêt* » le 7 mars, c'est sans politique concrète ni même un appel à la grève reconductible… pour en fin de compte demander à être reçue par Macron !

Depuis le 49.3, la frilosité voire l'hostilité de l'intersyndicale envers les manifestations spontanées, sa peur du débordement et du discrédit sont devenues palpables.

La lutte continue !

Maintenant, il s'agit, au-delà de gagner une victoire sur Macron, de discuter et voir comment continuer à nous organiser contre toutes les attaques, pour changer le rapport de force, s'opposer à leur violence d'Etat…

Des membres du Collectif ont assisté au meeting du NPA le 3 mars, conscients qu'un autre monde s'esquisse dans cette lutte globale, et que l'enjeu de ce combat est vital pour aller vers le bouleversement de cette société.

Laurent, Christine et Mónica

Interview de Fabrice, militant du Collectif des luttes sociales de Haute-Gironde

Tu nous présentes en quelques mots le Collectif ?

Fabrice : Il soutient toutes les mobilisations et actions et appelle à aller partout selon ses possibilités et ses moyens. Nous assurons une présence à Braud pour soutenir le piquet de grève à la centrale du Blayais. Le 22 mars, on a organisé une manifestation depuis le lycée Cousteau à St André de Cubzac. C'était la 4ème manif locale. On fait aussi un rassemblement quotidien à 17h49 et 3 secondes au rond-point de la Garosse à St André de Cubzac depuis le samedi 18 mars. On participe aux manifs à Bordeaux, on diffuse des tracts à la gare de St André, au rond-point, devant le collège et le LP de Blaye... Depuis l'utilisation du 49.3 la nature de la mobilisation évolue au-delà de la question des retraites vers un rejet des institutions et de tous les dispositifs utilisés par le gouvernement qui bafouent nos droits démocratiques.

Et pour organiser tout ça ?

Fabrice : Les infos circulent bien par mail, par WhatsApp et Facebook, mais le collectif ne s'est pas réuni en AG depuis un bon moment. Tous les échanges se font en direct sur les actions ou par mail. C'est une faiblesse dans la centralisation, mais pour l'heure, ça fonctionne bien et de nouveaux militants apparaissent. Les syndicats sont visibles à travers des syndiqués qui affichent leur appartenance (CGT, CFDT, FO et FSU). Plusieurs secteurs pro sont représentés mais surtout des enseignants. Sur le rond-point les gilets jaunes sont de retour. Lors des distributions, l'accueil de la population est toujours chaleureux. L'ambiance est à la résistance... A bientôt sur les barricades !!!

Chez les cheminots

Depuis le 7 mars, les cheminots sont en grève. Dès le début, les cheminots se sont inscrits dans la grève reconductible. En moyenne, chaque jour, le taux de grévistes est de 40 % chez les conducteurs de train TER, 20 à 30 % chez les conducteurs TGV. Pour les journées dites « de grosse manif », la mobilisation est forte et concerne l'ensemble des métiers SNCF avec pour résultat un plan de transport très dégradé.

La gréviculture est bien ancrée chez les cheminots qui se rassemblent régulièrement en Assemblée générale. Certes, peu de cheminot·e·s sont présent·e·s dans les AG mais les infos circulent, et si par moment le moral est en baisse, les différentes annonces gouvernementales et les actions interpro ont pour effet de remobiliser les troupes.

Depuis le début du mouvement, les cheminots clament haut et fort qu'ils ne souhaitent pas être les fers de lance de ce mouvement. Mais force est de constater que de nombreux secteurs sont dans la lutte, de plus les rencontres avec des grévistes même minoritaires de différents secteurs ont pour effet de tisser des liens, d'entretenir au sein de la SNCF une volonté de maintenir un bordel ambiant.

Depuis le début de la grève, il n'y a pas eu nécessité de revenir sur la technicité de cette loi, tout le monde a compris qu'elle était inutile, injuste et antisociale. Il n'y a pas eu besoin non plus d'attendre ou de compter sur l'agenda institutionnel parlementaire pour espérer quoi que ce soit.

Les principales préoccupations des grévistes sont d'être le plus nombreux possible tous secteurs confondus pour organiser des actions, montrer de la visibilité à notre lutte. Les différents blocages organisés avec le collectif de Bassens ont été une démonstration de force des cheminots très présents et actifs avec par moment l'organisation d'AG cheminots directement sur le lieu de l'action.

Les discussions entre nous ont par moment interrogé voire pointé du doigt la politique menée par l'intersyndicale régionale très soucieuse de rester, comme à son habitude, dans les clous de l'intersyndicale nationale. La caisse de grève est également discutée. Mais c'est la situation actuelle en général qui occupe le plus de place.

L'ambiance est bonne entre nous, peu importent les étiquettes syndicales. Des piquets sont parfois organisés, notamment par le noyau dur en grève depuis le début du mouvement, avec de quoi se restaurer, passer un bon moment pour discuter avec celles et ceux qui reprennent, sans injonction à la grève ! Foutre le bordel, reposer la grève pour les manifs, les grosses actions, poser des congés, produire peu de trains, voilà l'état d'esprit.

L'idée, à présent, est de durer dans le temps, de montrer à ce gouvernement qu'il ne nous écrasera pas. Il peut faire intervenir sa police, sa milice, jouer le pourrissement, nous irons jusqu'au retrait de cette contre-réforme des retraites et pourquoi pas au-delà sur nos revendications.

Lionnel

Cheminots et interpro *Et la gare elle est à qui ?*

Le 17 mars à midi, un rassemblement de lutte et de solidarité avec les cheminots en reconductible depuis dix jours a rassemblé près de 400 personnes sur le parvis de la gare. Une initiative combative et joyeuse autour d'un barbecue, avec de nombreuses prises de parole de grévistes de divers secteurs.

Un moment chaleureux qui a été l'occasion d'une manifestation bruyante de plusieurs centaines de soutiens à l'intérieur de la gare… jusqu'aux voies que nous avons occupées pendant une bonne demi-heure en chantant « *pour l'honneur des travailleurs et pour un monde meilleur, même si Macron le veut pas nous on est là* ». Des chants y compris repris par une partie des voyageurs en attente de leurs trains.

I.U.

« Police partout, justice nulle part »

Jeudi 23, à la fin de la plus grosse manifestation depuis le début du mouvement, en réponse au 49.3, de nombreux manifestants enthousiasmés par cette belle réussite ont voulu continuer à défiler au-delà de l'arrivée place de la Victoire. Mais ils ont vite été arrêtés par une police sur les dents qui a immédiatement bloqué toutes les issues de la place, l'inondant de gaz lacrymogènes, cherchant à disperser la foule des derniers manifestants et à vider rapidement la place. La police a violemment chargé les manifestants cours de la Somme tandis que du côté de la fac Victoire, occupée depuis le lundi précédent par les étudiants, elle gazait toutes celles et ceux qui s'étaient regroupé·e·s sur le parvis, suscitant la révolte devant ce dispositif policier et l'agression démesurée et injustifiée au regard des quelques départs de feux de poubelles et barrières de chantier renversées le long du parcours de la manif. Destinée à intimider, à faire peur et à décourager les jeunes qui entrent dans le mouvement de descendre dans la rue, la charge policière a eu l'effet inverse, une AG massive se tenant immédiatement à l'intérieur de la fac, avec en prime le soutien de salarié·e·s et d'une délégation d'énergéticiens.

Une semaine plus tôt, le vendredi 17 mars, alors que la manifestation appelée par l'AG interpro autour du Collectif de Bassens se poursuivait en manif sauvage et essuyait les gaz lacrymogènes de la police, une marche blanche pour les morts dans la rue, organisée par Droit au logement (DAL) et les Maraudes était elle aussi la cible d'une agression violente de la police rue de la Merci, des militants gazés à bout portant, et l'un d'entre eux violemment jeté au sol et trainé sur plusieurs mètres, insulté.

Partout dans le pays, la répression se déchaine, depuis les manifestations spontanées à Paris place de la Concorde après l'annonce du 49.3, jusqu'à l'évacuation musclée du dépôt pétrolier de Fos-sur-mer ou la provocation du dispositif de plus de 3 000 gendarmes et policiers à Sainte-Soline le 25 mars contre la manifestation d'opposition aux méga-bassines. Les arrestations et les interpellations se multiplient. Macron a choisi l'affrontement, fait donner les forces de l'ordre pour discréditer le mouvement de contestation qui ne cesse de s'élargir contre sa politique et son monde. Il voudrait faire croire que le chaos, le désordre, c'est nous, les manifestants, les grévistes, tandis que Darmanin cible lourdement l'extrême-gauche. Mais la violence est du côté des provocations de leur police, pour étouffer la contestation et museler la révolte. La vraie violence, c'est celle de l'Etat, c'est la violence sociale, la violence de l'exploitation qui fait exploser la colère des salarié.es et de toute la population.

Christine Héraud

ressource Médiapart

Chômeurs en lutte !

Depuis le 19 janvier, des millions de salariés font grève et manifestent contre la réforme des retraites... et les chômeur·s·es et précaires à plus forte raison !

En effet, la colère des chômeurs était déjà palpable suite à la mise en application de la énième réforme de l'assurance chômage début février 2023 et celle du RSA conditionné.

Depuis le tout début du mouvement et à l'initiative d'AC ! Gironde, nous avons pu rencontrer et sensibiliser les demandeurs d'emploi à cette réforme inique et totalement inégalitaire.

Lors de ces discussions devant les Pôles Emploi (Cenon, Lormont, Bordeaux Bastide et plusieurs autres…), avec non seulement des chômeur·s·es, des travailleur·e·s précaires mais aussi avec des camarades de l'AG interpro venus nous soutenir, il se dégage une vraie motivation à continuer le combat sur tous les fronts et contre toutes les attaques de ce gouvernement et de Macron le premier.

Ce qui est frappant, c'est que pour une majorité de ceux qui luttent, chômeurs et salariés, syndiqués, politisés ou pas, nos revendications convergent : la retraite à 60 ans EVIDEMMENT, mais aussi l'abrogation de toutes les réformes de l'assurance chômage (2019 et 2023), la réduction du temps de travail à 32 heures et un revenu minimum garanti pour toutes et tous…

Au-delà de l'AG interpro, le NPA est bien sûr présent en soutien à nos initiatives pour discuter des luttes qui nous concernent actuellement, mais aussi de perspectives politiques et des luttes futures avec les plus précaires, souvent asservis par le pouvoir et oubliés des médias capitalistes.

Les demandeurs d'emploi ne sont pas qu'un pourcentage trimestriel mais des individus !

Les plus précaires ont droit aussi à une vie décente et à une retraite bien méritée !

Quelles ques soient les combines institutionnelles de ce pouvoir capitaliste (49.3 etc..), les luttes continuent et se doivent de converger.

Rendez-vous sur les piquets de grève, blocages et manifestations jusqu'à ce qu'ils cèdent !

Yves

Facs de Bordeaux : Etudiants travailleurs, tous ensemble on est fort... tous ensemble on leur fait peur !

Si le rejet de la réforme des retraites était déjà palpable dans les universités en janvier et février, il se traduisait alors par une présence en manifestation, de petits comités de mobilisation combattifs, et par des assemblées générales souvent modestes. A partir du 7 mars, et plus encore à partir du 49.3 la mobilisation a été grandissante dans les universités et dans les manifestations déclarées ou spontanées. Une nouvelle étape a été franchie le 23 mars avec des cortèges jeunes massifs, dans lesquels se sont retrouvés un certain nombre de travailleurs enthousiasmés par ces cortèges.

A l'occasion de la grève du 7 mars, l'IEP de Bordeaux a été bloqué pendant 2 jours (et connait régulièrement des occupations partielles), suivi le 8 mars par l'école des beaux-arts. Puis un blocage de Bordeaux Montaigne a été voté dans une AG le 14 mars, l'université est depuis bloquée et depuis le 16 mars occupée. Des assemblées générales sur le parvis de l'université ont lieu fréquemment afin de déterminer la reconduction du blocage, de discuter de la situation sociale politique et de décider la suite du mouvement. Ces AG ont rassemblé d'abord entre 150 et 350 étudiants quasi quotidiennement, et plus de 500 le 24 mars. On y entend aussi des étudiants opposés à la poursuite du blocage, craignant pour leurs années d'études tout en étant opposés à la réforme des retraites et pour certains soucieux que la mobilisation l'emporte, mais ils sont minoritaires. Il y a le souci de s'adresser aux autres étudiants de Montaigne comme d'autres universités et aux travailleurs par la proposition de débats, de cours alternatifs, de journées cinéma, de délégations sur des piquets de grève ou en prenant contact avec des lycéens.

Dans le souci de discuter avec un certain nombre d'autres AG, l'AG de Montaigne a voté une délégation auprès de la Coordination Nationale Etudiante qui se réunissait pour la troisième fois les 25 et 26 mars.

S'ajoute à cette mobilisation l'occupation de l'université de la Victoire depuis mardi 21 mars, qui a accueilli une assemblée générale inter-fac le 23 mars partie en cortège unitaire jusqu'à la manifestation.

Le 23 a représenté un tournant, et cette mobilisation a encore le potentiel d'être bien plus massive. Cette question dépendra surtout de la généralisation des grèves et de notre capacité à discuter et convaincre nos camarades de promo. Elle a commencé à s'étendre, encore timidement à l'université de droit et d'économie, ainsi qu'à celle de science.

Les discussions et le débat sur nos perspectives sont loin d'être clos, pour que cette mobilisation réussisse et qu'elle soit contrôlée démocratiquement par la base. Il nous faut généraliser le mouvement à nos camarades encore hésitants à se joindre aux manifestations, assemblées générales et actions, mais aussi nous adresser aux lycéens. Surtout pour amplifier la contestation et pousser Macron à vraiment reculer, il nous faut discuter et tisser des liens militants avec les travailleurs en grève -notamment en participant à des assemblées générales interpro-, converger avec tous les secteurs du monde du travail. Et cela que les différentes occupations tiennent ou non !

Gabrielle

Saipol Bassens

Le 49.3, ça casse plus que ça passe

Depuis deux mois et le passage en force du 49.3, l'ambiance au sein de la Saipol est de plus en plus animée avec des discussions sur les deux ans supplémentaires que le gouvernement veut imposer à tout le monde. Partout dans l'usine, les salariés des différents services ne parlent que de la réforme Macron.

Les salariés de la production, après plusieurs jours de grève pour les NAO et les salaires (voir *Anticapitalistes !* n°116) en alternance et sur plusieurs équipes, continuent le mouvement, même si ça devient dur financièrement.

Pour ne pas perdre trop d'argent, nous avons décidé de faire des heures de débrayage, ce qui conduit tout de même à arrêter toutes les lignes de production, rendant de fait chaotiques les arrêts et démarrages (il faut 4 heures pour un redémarrage complet).

Comme il y a un appel national de grève reconduit dans la chimie, nous pouvons décider à tout moment de nous mettre en grève sans émettre un préavis. Pour éviter que l'encadrement prévoie un remplaçant au pied levé pour l'opérateur en grève, nous avons décidé de faire grève dès l'embauche ou deux heures après cassant de fait la marche de l'atelier et la possibilité de remplacer l'opérateur gréviste à l'instant T.

Pour éviter les casses moteurs de vis, de convoyeurs ou d'élévateurs qui arrivent souvent sur un démarrage, l'encadrement préfère souvent arrêter l'atelier pour la journée, attendant qu'une bonne âme consciencieuse et non gréviste veuille bien redémarrer...

Même les entreprises prestataires ne se pressent pas pour venir sur le site quand, comme par hasard, la chaudière biomasse tombe sur un arrêt de production (« *On était bloqué sur le rond-point de Sea Invest par les dockers, on n'a pas pu venir plus tôt* » !!)

Depuis plusieurs semaines, la direction intensifie la pression sur les salariés ; un opérateur s'est vu signifier un avertissement après un accident du travail (trop « accidentogène » !!!). . Bref, tous les coups sont permis par la direction pour casser les intentions de rébellion.

Le rapport avec leur travail et la vie personnelle a aussi évolué pour certains. Beaucoup se posent la question du devenir dans la boîte. A quoi bon travailler en 5X8 pour avoir une vie familiale hachée ou partir à la retraite complètement démoli si la réforme va jusqu'au bout, ils nous prendront nos meilleures années, celles où on sera encore en bonne santé…

Entre l'augmentation de l'inflation, les salaires qui ne suivent pas et la réforme des retraites, la coupe est pleine ! Un sentiment d'injustice et d'incompréhension, de déconsidération totale du travail est ressenti par les salariés. Plus rien ne sera comme avant.

Un salarié de Saipol

Grève à la CAT Bassens

Transport de voitures à l'arrêt

La grève, appelée sur tous les sites de France simultanément (450 routiers en particulier) a démarré le 20 février par des blocages filtrants voire totaux comme à Miramas, à l'appel de FO et de la CGT Transports.

Les pancartes du piquet le disaient bien : « *Un vrai travail, des responsabilités : un salaire juste !* »

Toute la journée durant 3 jours, dans la convivialité, les grévistes s'y adressaient aux chauffeurs venus de toute la France voire d'Europe, leur expliquaient pourquoi il fallait attendre jusqu'à 30 minutes pour entrer avec leurs semi-remorques chargés de voitures, ce qui a fait perdre 600 000 € par jour à leur patron.

Dans le cadre des NAO, ils exigeaient une augmentation (12 € net de l'heure) pour être au même niveau que les collègues routiers affrétés.

Ils exprimaient aussi leur colère contre des augmentations unilatérales comme celle de la mutuelle passée de 49 à 200 € ! Ils refusaient aussi des baisses totalement injustifiées de primes de responsabilité pour le transport de véhicules.

Ils étaient aussi inquiets de l'évolution du métier. Alors qu'un routier français gagne dans les 2000 € net par mois, un peu plus avec des découchés s'il part loin, des chauffeurs lithuaniens, par exemple, gagnent 1500 € pour le même travail en provenance de Lituanie, sans panier repas ni hôtel.

Ils ont été solidaires aussi des plus nombreux et mal lotis, « les petites mains » des parcs de voitures. Ces travailleurs qui préparent les véhicules à transporter, une cinquantaine sur le site de Bassens par exemple (pour une quinzaine de chauffeurs routiers) n'atteignent pas 1400 € net par mois.

Le 22 février, des salariés du parc mais aussi des bureaux ont rejoint le piquet des chauffeurs grévistes. L'UL FO Transports, qui a apporté une aide active, a invité un gréviste à l'AG du Collectif de Bassens dont des membres sont aussi venus exprimer leur solidarité.

La négociation a abouti à 6 % d'augmentation, un bel acquis.

Correspondance

Interview de Cécile professeur au lycée Magendie

Des professeurs étaient en grève des surveillances du Bac lundi 20 et mardi 21. Peux-tu nous en expliquer les raisons ?

Il s'agissait des épreuves de spécialités du Baccalauréat, anticipées en mars depuis la nouvelle réforme du Bac Blanquer. L'enjeu était pour nous de dénoncer à la fois la réforme des retraites contre laquelle beaucoup d'enseignants se sont mis en grève parfois reconductible à la suite des journées fortes appelées par l'intersyndicale, et la réforme du lycée qui institue et organise la compétition entre les élèves et désorganise l'année scolaire. Tout cela pour permettre l'inscription à ParcourSup qui ouvre à cette période. Le classement aux épreuves de spécialités permet à l'élève d'obtenir ou pas ses choix d'orientation.

Un succès, cette grève, quand on sait la difficulté et les réticences des profs à perturber les épreuves du bac ?

Pas vraiment. On s'était beaucoup opposés à ces épreuves qui s'appelaient alors les E3C en 2018-2019, et on était aussi à l'époque très mobilisés sur les retraites avec des taux de grévistes jusqu'à 70 %. Là, on bute sur la conscience professionnelle des enseignants qui, ayant lutté tous ces derniers mois pour finir un programme quasiment infaisable, ne se voyaient pas empêcher leurs élèves ultra-stressés de passer les épreuves. Mon argument de militante était que tous en grève les 20 et 21, on obligerait le gouvernement à repousser les épreuves en juin, mais beaucoup de collègues ne voulaient pas rajouter du stress plus longtemps aux élèves. Pour nos élèves, chaque note de contrôle continu est un enjeu pour leur orientation.

Comment s'est organisée la grève ?

De façon très inégale selon les établissements, avec très peu de grévistes dans certains d'entre eux mais parfois 25 à 30 %. De toute façon, le rectorat, qui avait anticipé la grève avait prévu tellement de remplaçants que partout les épreuves ont pu se dérouler mais dans des conditions parfois très limites. Le lycée Montesquieu a été un des lycées les plus mobilisés. A l'AG du vendredi, quelques collègues décidés ont réussi à entrainer 20 à 30 grévistes. Ils ont organisé un rassemblement important lundi, devant le lycée, avec de nombreux soutiens extérieurs et la presse pour rendre visible cette grève, l'objectif n'étant pas de bloquer ni d'empêcher la tenue des épreuves. D'autres rassemblements ont eu lieu avec succès à Elie Faure de Lormont, au lycée des Graves à Gradignan, à Max Linder à Libourne… entrainant parfois des collègues qui ne l'avaient pas prévu dans la grève.

Y a-t-il eu une solidarité des AED (assistants d'éducation) ?

Beaucoup d'AED étaient solidaires, mais ont été réquisitionnés pour les surveillances, leur contrat de travail spécifiant maintenant qu'ils peuvent les assurer.

Et les élèves ?

Les élèves se sont généralement montrés très solidaires de notre mouvement contre la réforme des retraites et la réforme du lycée. Mais le niveau de stress était tel à l'approche des épreuves que la majorité souhaitait les passer. Il faut dire que ces épreuves sont déterminantes pour leur avenir, les spécialités pesant très fortement dans les résultats du Bac, avec de très forts coefficients. Mais tout n'est pas fini. Ils ne sont pas non plus hors-sol, ils voient bien ce qui se passe. Un certain nombre d'entre eux ont essayé de mobiliser leurs camarades jusqu'ici avec peu de succès. Mais maintenant que les épreuves sont terminées, nous allons voir quel est leur niveau d'engagement dans cette bataille qui les concerne bien sûr. Même si leur priorité reste plutôt comment sauver la planète. Mais le point commun de nos luttes, c'est celle contre le capitalisme qui priorise les profits avant tout et « *quoiqu'il en coûte* » !

Propos recueillis par C.H.

Clinique Bordeaux Nord

Déclaration de Macron : une provocation de plus

Depuis le début du mouvement, nous nous mobilisons à un petit noyau contre la retraite à 64 ans. La déclaration de Macron a été ressentie comme la provocation de trop, lui qui prétend supprimer les déserts médicaux et tente de nous diviser en voulant envoyer les chômeurs au boulot. Dans notre secteur, nombreuses sont les collègues en invalidité licenciée pour inaptitude, cassées par le travail, incapables de retravailler.

Le 23 mars nous étions plus nombreuses à débrayer ou en grève des Urgences, chirurgie ambulatoire, de chimio, cardio, chirurgie, dialyse, stérilisation, scintigraphie…, avec de nouvelles collègues dont c'était la 1ère grève. Au-delà des retraites, tout révolte : nos conditions de travail avec une direction et des médecins qui forcent pour faire hospitaliser leurs patients, maintenir les interventions même non urgentes, alors que le personnel manque ; les salaires aussi, insuffisants pour faire face à l'inflation.

Les négociations salariales vont bientôt débuter et comme pour les retraites, les discussions vont bon train entre nous sur comment élargir le mouvement dans la clinique, conscients que seule notre intervention directe compte : « *c'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons, la démocratie elle est ici* » comme scandé dans les manifs.

Ce mouvement a été l'occasion aussi de marquer notre solidarité en allant rencontrer les profs de Montesquieu en grève le jour des épreuves du bac.

On continue !

Isabelle Larroquet

Réanimation pédiatrique au CHU de Bordeaux : une grève victorieuse, et encore tant à gagner !

Depuis le 26 décembre 2022, la quasi-totalité de l'équipe paramédicale du service de réanimation et des soins intensifs pédiatriques du CHU était en grève. Elle s'est achevée cette semaine, après près de trois mois de lutte.

Le vase des soignantes était bien rempli, depuis des années. « *On s'est battu surtout pour nos patients* », explique une puéricultrice du service. En vingt ans d'exercice dans le service, elle a vu les conditions de travail et de prise en charge se détériorer. Manque de personnel et de formation, la qualité de la prise en charge des enfants (et de leur famille) ne tient qu'au travail remarquable (jusqu'à l'épuisement) des soignantes.

Les grévistes ont décroché une bonne partie de leurs revendications : un mois de formation minimum pour les nouvelles, un poste de puéricultrice, ainsi qu'une auxiliaire de nuit. Bien que la direction n'ait pas lâché le poste d'accueil espéré par les grévistes, c'est une victoire qui donne confiance pour la suite.

Pour la plupart, c'était une première grève, et une première expérience militante, puisque seulement cinq ou six soignantes étaient syndiquées, sur une centaine. Expérience menée jusqu'au bout : lors des négociations avec la direction, elles se sont organisées pour envoyer une délégation de grévistes, en plus de leur soutiens syndicaux, afin de décider elles-mêmes de leur grève.

La lutte envoie aussi un message clair à tous les collègues : il n'y a rien à attendre de la part de la direction qui ne pense qu'à faire tourner l'hôpital avec le moins de moyens et de personnel possible ! Seules les luttes de soignantes et soignants eux-mêmes peuvent améliorer la situation !

Accumulons les expériences de grève, et c'est par un mouvement généralisé de l'hôpital que nous pourrons inverser le rapport de force !

Nora

Urgences du CHU, système hospitalier, une crise sans précédent

Moins d'un an après la décision de fermer l'accès aux Urgences de Pellegrin la nuit, une nouvelle étape est franchie.

La direction du CHU a jusqu'à ces derniers jours envisagé la fermeture « temporaire » d'un des deux services d'urgences, Pellegrin ou Saint-André ne parvenant pas à recruter les 30 % de médecins urgentistes qui manquent. Face à l'émotion et la colère des personnels et à l'annonce d'un préavis de grève, la direction s'est finalement engagée à maintenir les deux services ouverts. Mais dans quelles conditions, là-dessus c'est le plus grand flou.

Dans le même temps, face à la fuite des personnels, la direction du CHU vient de déclarer la suspension des « mobilités » des personnels paramédicaux pendant 6 mois, refusant donc mutations, disponibilités et démissions !

Des décennies de mobilisations

Cela fait des décennies que les hospitaliers dénoncent, font grève, manifestent contre les fermetures de lits, la destruction de l'hôpital et un système de santé soumis à la logique de la rentabilité et du profit.

Juste avant le Covid, tous les services d'urgence étaient dans la rue pour dénoncer la débâcle. 1000 médecins chefs de services envoyaient leur démission administrative, des collectifs « inter-urgences » et « inter-hôpitaux » organisaient des rassemblements, des manifestations… L'après Covid est pire que l'avant !

Alors que la population de la métropole augmente comme jamais, le système de santé s'effondre. Dans le département, les ambulances font la queue devant tous les services d'urgences. Des patients attendent des heures, brancard contre brancard. Dans les cliniques, des urgences ferment certaines nuits, voire des week-end entiers par manque de personnel.

Le service de régulation du 15 ne peut faire correctement face aux 3000 appels quotidiens. Il faut parfois attendre des dizaines de minutes, avec des conséquences qui peuvent être dramatiques. Un cercle infernal qui fait craquer personnels et médecins !

Imposer la vie contre les profits !

Face à l'incurie et au mépris des dirigeants, nos luttes, notre solidarité peuvent seules changer la donne et imposer que les milliards qui ruissellent sur les riches servent à la santé et à la vie !

La situation ne pourra s'améliorer sans que nous tous, paramédicaux, médicaux, ouvriers ou administratifs, nous organisions pour imposer une tout autre fonctionnement de l'hôpital, des embauches massives et pour cela des salaires et des conditions de travail qui respectent chacune et chacun.

Isabelle Ufferte

Safran Electrical and Power Mérignac

Notre grève, un jalon pour la suite

Après 3 semaines de grève dure pour une augmentation de 200 € (voir Anticapitalistes n°116), lundi 27 février, on a décidé en AG de débrayer quotidiennement pour une durée indéterminée, en mettant fin à notre piquet de grève. Nous n'avons pas réussi à entraîner nos collègues toulousains dans le mouvement. Cependant on ne voulait pas lâcher, malgré des NAO signées, y compris par la CGT au niveau société. Nous avons réussi à peser à 20 salarié·e·s sur les négos : démarrées avec un zéro de plancher, elles se sont finies à 92,3 €. Loin de nos besoins, mais quand même, un acquis dû entièrement à notre lutte.

Le mercredi 1er, on s'est pointés à la grande messe de la direction avec des étiquettes « en colère ». Elle a déballé ses chiffres et tout son baratin... On a été plusieurs à s'adresser aux non-grévistes par-dessus sa tête. Quand le directeur nous a balancé que le monde était injuste et qu'il en était ainsi, on s'est barrés… suivis par deux intérimaires. On a su ensuite que des chefs étaient intervenus en notre faveur. Un point de plus dans la bataille de l'opinion.

Notre lutte a fait contagion

Le lendemain, alors qu'on était en action au rond-point de Dassault pour les 200 euros, avec nos collègues de Dassault Mérignac (où nous travaillons comme sous-traitants), un des militants FO de Sabena est venu discuter de comment mettre sa boite en grève. Le lendemain, vendredi 3, les salariés de Sabena se mettaient en grève reconductible !

Dans plusieurs boites de la zone industrielle et dans le reste du groupe SAFRAN, nos 3 semaines de grève totale ont fait discuter. Les salariés de Safran Montluçon ont même été en grève reconductible pendant 4 jours.

La reprise

Lundi 6 mars, nous nous sommes vus avant de reprendre le travail. Nous avons fait des propositions plus locales cette fois à la direction, lui suggérant de distribuer les 200€ à ceux qui s'étaient mobilisés en prenant sur le budget des augmentations individuelles… Comme nous n'avons maintenu aucun débrayage, la direction a considéré que tout était rentré dans l'ordre et a décliné, nous proposant même de se déplacer pour nous expliquer ! Nous avons décliné à notre tour.

Même si les copains ont été applaudis par les Dassault à leur retour au travail pour avoir tenu tête à notre direction, beaucoup de camarades de la lutte, à quelques exceptions près, ont le moral dans les baskets tellement ils ont mal vécu le mépris de la direction. C'est une étape, dure, mais il y a la fierté d'avoir été du combat qui va nécessairement continuer.

Correspondante

Sabena Mérignac

Une grève qui compte

Vendredi 3 mars, la grève éclate à la Sabena, entreprise de maintenance aéronautique. Les NAO étaient finies, signées par la CGC à 100 € pour 35 h. Sur 800 salariés, nous sommes plus de 200, des ateliers et des bureaux, à nous mettre en grève à l'appel de FO, pour 160 € bruts sur la base de 35 h, soit près de 180 € pour 39 h, la base de travail étant 39 h ou 41 h.

Pendant 7 jours, la grève est totale, dure, y compris pour les équipes de week-end. Il y avait une vraie solidarité. Piquets devant le portail, feux de palettes, tour des hangars, des bureaux et à la direction. Celle-ci a cherché à nous intimider, sans succès. On est allés diffuser des tracts avec banderole, feux d'artifices et fumigènes au rond-point de la route de Martignas, qui dessert les usines Thalès et Dassault. L'accueil était très solidaire.

Sur un autre site, à Perpignan, les collègues se sont aussi mis en grève. Et quand la direction a voulu négocier avec eux, la CGT a refusé, la renvoyant négocier à Bordeaux, là où la grève a commencé.

Devant notre détermination, la direction a réouvert des négociations. Mais ses propositions insuffisantes ont renforcé la colère et fait grossir les rangs. Finalement, après un vote majoritaire, on a accepté 140 € pour 35 h avec effet rétroactif à janvier, ce qui règle une part des jours de grève. Une partie voulait continuer, mais c'était trop dur pour l'ensemble.

Nous sommes fiers de ce que nous avons fait. Nous n'avons pas eu les 160 € qu'on voulait, mais on s'est battu, on a gagné 40 € de plus que si on n'avait rien fait, ce n'est pas rien. Notre victoire, c'est aussi d'avoir relevé la tête, notre cohésion, et chacun dit qu'on a la base maintenant pour les prochaines.

Correspondant·e·s

CGI Le Haillan - D'une pétition à la lutte...

Depuis quelques semaines, une pétition tourne sur les plateaux de CGI rappelant l'utilité de la grève pour obtenir satisfaction des revendications votées le mois dernier : suppression de la réforme des retraites, une augmentation collective de 400 euros nets avec un salaire plancher à 2000 euros. Cette pétition a recueilli 235 signatures, pas étonnant avec les prix qui explosent !

L'assemblée générale qui s'est tenue à CGI le jeudi 16 mars a rassemblé une trentaine de collègues. À l'issue, il a été décidé de faire monter la pétition à la direction et de lui donner une semaine pour nous répondre jusqu'au jeudi 23 mars. Cette initiative, pétition et AG, a été prise indépendamment des syndicats, et la direction doit s'adresser à « *l'Assemblée générale des travailleurs de CGI* ».

Le 23, la direction a annoncé qu'une réponse était en cours de rédaction, et que de toute façon, CGI n'était pas responsable de l'inflation... Un mépris bien compris par la quarantaine de salariés qui ont débrayé pour l'AG... et dont une vingtaine sont partis ensuite pour la manif des retraites.

Depuis le début du mouvement, nous sommes plus d'une vingtaine à participer avec notre banderole aux journées d'action. La colère a monté depuis l'annonce de l'utilisation du 49-3. Il est crucial de continuer à mobiliser les signataires de la pétition ainsi que les autres collègues pour continuer à lutter pour les salaires et pour les retraites. Une nouvelle AG se tiendra le jeudi 30.

Correspondant

Contre leurs lois pourries, leur propagande réactionnaire,

Travailleur.es de tous pays, unissons-nous, Liberté de circulation et d'installation pour tou.te.s !

Samedi 25 mars, nous étions plusieurs centaines réunis place Pey Berland pour dénoncer le projet de loi immigration de Darmanin. Même si Macron a finalement jugé préférable d'en reporter l'examen, initialement prévu pour la fin du mois, le collectif AntiCRA « *ni ici ni ailleurs* » et les Etats généraux des migrations (EGM33) ont tenu à maintenir l'appel à rassemblement, dans le cadre d'une journée nationale de mobilisation.

L'occasion de s'adresser par tracts aux passants et de prises de parole dénonçant la politique réactionnaire des Darmanin, Macron, Le Pen, Ciotti and Co, partie intégrante de l'offensive en cours contre le monde du travail, les opprimé·e·s, cherchant à diviser les travailleur.es. Chacun.e faisant naturellement le lien entre cette lutte et celle contre la réforme des retraites. L'occasion également de rappeler le combat en cours contre l'installation d'un nouveau centre de rétention administratif (CRA) de 140 places à Mérignac.

I.U.

Capgemini Pessac

Fin et échec des NAO

Les luttes, débutées l'année dernière, pour les Négociations Annuelles Obligatoires ont pris fin il y a deux semaines. La CFE-CGC, CFTC et Lien UNSA ont une fois de plus brisé l'intersyndicale et signé les ridicules propositions d'augmentation collective de la direction : 1500 € (bruts annuels) pour les salaires inférieurs à 30 000 € ; 1050 € pour ceux compris entre 30 000 € et 35 000 € ; 900 € pour ceux compris entre 35 000 € et 45 000 €.

On est bien loin de la demande initiale de l'intersyndicale : 2500 € d'augmentation annuelle pour tous. Les syndicats signataires ont encore sorti, à travers la newsletter interne, leur meilleur numéro d'hypocrisie, se faisant passer pour « les courageux » de l'histoire. Mais du côté des employés, on n'est pas dupes : les syndicats se sont contentés de se plier à la direction sans nous écouter, syndiqués et non syndiqués, qui demandaient une augmentation « au moins égale à l'inflation ». Comme pour la réforme des retraites, il n'y a que l'organisation généralisée des travailleurs qui est à même de remporter de véritables batailles.

Correspondant

Militants d'extrême droite devant le juge à Bordeaux

Mercredi 23 mars s'ouvrait à Bordeaux le procès de 8 militants d'extrême droite auteurs des agressions racistes et sexistes du 25 juin 2022 dans le quartier Saint-Michel de Bordeaux. Deux d'entre eux comparaitront également le 7 avril, avec 7 autres, pour leur agression de la Marche des fiertés le 16 juin. (voir *Anticapitalistes !* n°112).

Sud-Ouest de mardi 21 définissait « *l'itinéraire de* [ces] *15 militants* ». Jeunes, le plus âgé à 38 ans, tous les autres entre 18 et 30, ils disent s'être connus à Génération Z, les jeunes avec Zemmour, et vouloir « *continuer le combat* ». Un « *combat* » qui consiste, laissant libre cours à leurs préjugés crasseux, à s'en prendre aux boucs émissaires que désigne la propagande réactionnaire : les migrants et leurs soutiens, les mosquées, les femmes qui luttent pour leurs droits et leurs organisations, celles et ceux qui entendent vivre librement leur sexualité, mais aussi les organisations de lutte des travailleurs comme l'ont montré les tags et la tentative d'incendie sur l'UL CGT de Mérignac…

C'est une illustration claire de l'encouragement que constitue, pour ces passages à l'acte, l'avancée de l'extrême droite sur le terrain institutionnel, la banalisation de ses discours de haine amplifiés par quelques médias aux ordres de leurs propriétaires, grands patrons réactionnaires à la Bolloré. Cela dans un contexte idéologique nauséabond, entretenu par le pouvoir en place et ses campagnes xénophobes, nationalistes, anti-migrants, foncièrement machistes. Ce même pouvoir qui lâche en ce moment sa flicaille raciste et sexiste contre les manifestants dans les rues des villes comme à Sainte-Soline.

Mettre un terme aux exactions des apprentis nazillons, s'opposer à la montée de l'influence politique de l'extrême droite comme faire face à la guerre permanente que nous mène le pouvoir aux ordres d'une minorité de parasites ultra-riches relève d'un même combat. Il se mène, comme en ce moment contre la réforme des retraites, dans les entreprises et dans la rue.

Daniel Minvielle

Castel Frères (Blanquefort)
Le fric pourri de la françafrique

Début mars, à Bangui, capitale de la République centrafricaine, la brasserie Mocaf, appartenant au groupe Castel Frères est attaquée par une trentaine de cocktails molotov. Castel, dont le siège est à Blanquefort, 3ème groupe mondial du vin, s'est diversifié dans le secteur de la bière dans les années 1990, notamment en Afrique.

L'incendie de la Mocaf serait le fait de représailles de miliciens russes du groupe Wagner suite à un attentat, attribué par son chef, Prigojine, à la France, contre un de ses représentants en Centrafrique, par ailleurs dirigeant de la First Industrial Company qui lance une nouvelle bière, rivale de celles de Castel.

Cette concurrence sanglante se fait sur le dos de la population d'un des pays les plus pauvres du monde, une concurrence sur les matières premières mais aussi sur les produits de consommation courante.

Le groupe Castel s'est développé en République centrafricaine à l'abri de l'armée française qui y est restée depuis l'indépendance en 1960, jusqu'en décembre 2022. La concurrence avec des groupes russes exacerbe les relations, y compris avec l'Etat centrafricain qui dénonce maintenant les sales méthodes de Castel.

Même le Parquet national anti-terroriste français vient d'ouvrir une enquête contre Castel pour « *complicité de crimes contre l'humanité* » et « *complicité de crimes de guerre* ». Pour assurer ses profits et protéger ses usines et ses champs, il est soupçonné d'avoir passé un deal avec une milice en concurrence avec l'Etat centrafricain, Unité pour la paix en Centrafrique, impliquée dans des razzias, pillages, villages brûlés, meurtres de masse...

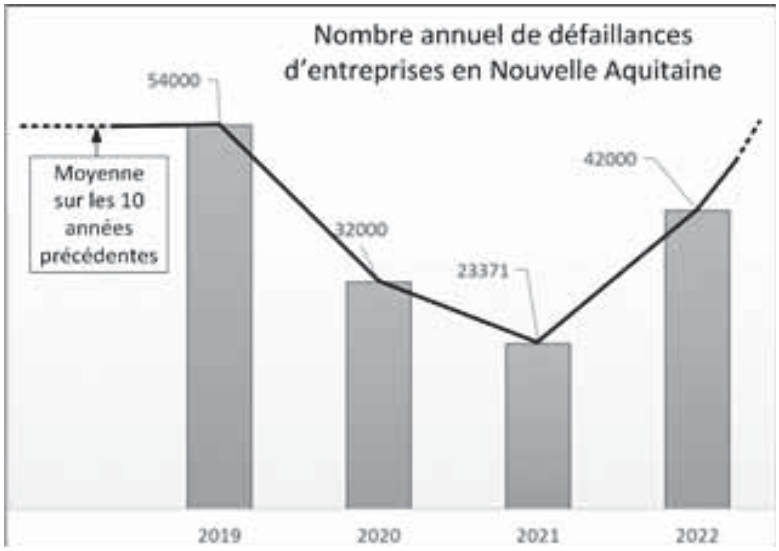
Pierre Castel, 95 ans, vit lui tranquillement. Le dirigeant du groupe est classé 10ème fortune du pays en 2022, avec 13,5 milliards d'euros. Exilé fiscal en Suisse depuis 1981, il vient d'y être condamné à une amende de 290 millions d'euros pour dissimulation de centaines de millions d'euros de dividendes. « *Le capital sue le sang et la boue par tous les pores* » écrivait Marx...

F.M.

Nouvelle Aquitaine : recrudescence des défaillances d'entreprises

Selon le site aqui.fr, le nombre de faillites d'entreprises dans la région a explosé ce début d'année : 80 % de plus en janvier par rapport à janvier 2022, 60 % en février, également sur un an. Plus précisément, elles se sont remises à augmenter après une baisse importante au cours des années 2020 et 21. Le graphique ci-joint montre cette évolution depuis 2019, où le nombre de faillites était dans la moyenne des dix années précédentes, et la remontée observée en 2022 qui continue de plus belle en ce début d'année.

La baisse de 2020 et 2021 venait des prêts garantis par l'Etat (PGE), des reports de cotisations sociales et autres allègement fiscaux décidés par l'Etat pour éviter la ruine des entreprises paralysées par le confinement. Les bénéficiaires doivent maintenant rembourser PGE et reports dans un contexte économique, social et politique qui s'est considérablement dégradé.



Cette dégradation est l'expression d'une crise globale du système capitaliste mondial aggravée par la pandémie de covid, la guerre en Ukraine et l'inflation qui en sont elles-mêmes des conséquences. Pour les petites et moyennes entreprises, cela multiplie les difficultés, approvisionnements en retard, hausse de prix, difficulté pour obtenir des crédits…

A cela s'ajoute, selon un patron, « *une grosse problématique* […] *autour de la valeur de travail qui conduit un collaborateur à vous lâcher du jour au lendemain sans autre forme de procès.* »

Le remède à cette « problématique » existe : augmentation des salaires, amélioration des conditions de travail… Une nécessité à laquelle bien des petites entreprises, étouffées par leurs difficultés, sont dans l'incapacité de répondre.

Une preuve de plus que ce système, incapable d'assurer aux exploités les moyens de vivre, a plus que fait son temps.

Daniel Minvielle

Collectif de Mérignac

Projection-débat : de la grève générale... à l'abolition du salariat ?

Nous étions une trentaine le mardi 21 pour une projection-débat autour du documentaire « Histoire de la Grève Générale, de la Commune de Paris au Front populaire » (voir ci-dessous). Le documentaire d'une grande qualité a permis de faire des liens avec l'actualité de notre mobilisation. La discussion qui a suivi le film a été riche, montrant la détermination de celles et ceux qui intervenaient à continuer à réfléchir et construire le rapport de forces qui nous permettra de gagner. Et les échanges ont aussi montré que cette mobilisation dépassait la question des retraites, en rejoignant celle des salaires, des conditions de travail, et au-delà de la société que nous voulons.

Ce lien entre nos revendications immédiates et la révolution, l'abolition du salariat, le documentaire l'illustre bien à travers l'histoire du syndicalisme révolutionnaire, le rôle de la grève générale, la nécessité d'une perspective pour nos luttes...

La soirée avait aussi pour objectif de présenter l'activité du Collectif de mobilisation contre la réforme des retraites de Mérignac et d'appeler à le rejoindre. Nous avions installé une caisse de grève à l'entrée et 283 € ont été recueillis. Cette somme a été transmise pour la caisse de grève du lycée Daguin, en solidarité avec les agents, AED, et les personnels précaires.

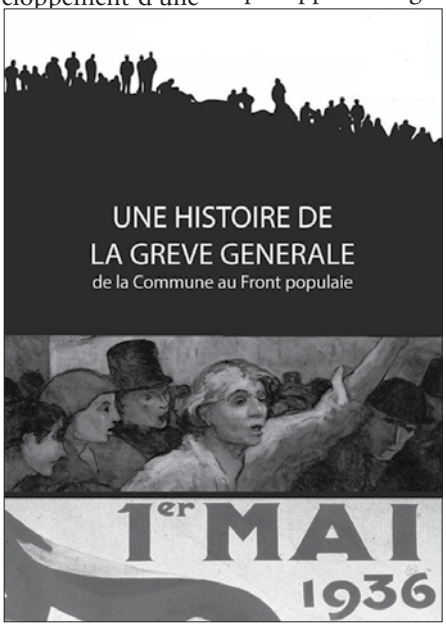
Christophe Otharan

Contact : mobilisation.retraites.merignac@protonmail.com

A voir - Une histoire de la grève générale, de la Commune au Front populaire

Documentaire de Olivier Azam et Laure Guillot (2011)

Dans ce film, deux historiens racontent l'histoire des luttes de classe en France, de la Commune de Paris en 1871 jusqu'aux grèves de mai-juin 1936, et le développement d'une nouvelle arme du mouvement ouvrier : la grève générale.



Après l'écrasement sanglant de la Commune de Paris par l'Etat républicain, nombre de militants ouvriers comprennent que l'époque n'est plus aux barricades. La grève générale fait son chemin sous l'influence notamment des anarchos-syndicalistes dans la CGT. Elle est comprise à la fois comme une arme « réformiste », pour imposer une revendication dans le cadre du système, comme la journée de 8 heures de travail, et comme une étape vers la révolution.

Le documentaire fait revivre les débats vifs de l'époque notamment face à un mouvement socialiste qui commence à s'intégrer aux institutions... Et même s'il adopte plutôt leur point de vue, il fait aussi sentir les limites des anarchos-syndicalistes qui écartaient la question de la lutte politique pour le pouvoir, contre l'Etat.

L'épreuve de la 1ère guerre mondiale sera fatale. Le mouvement ouvrier, désarmé, laminé par la vague chauvine, capitule. Anarchistes comme socialistes rejoignent l'union sacrée, à quelques exceptions près, comme Pierre Monatte et Jaurès, assassiné la veille de la déclaration de guerre.

Dans la deuxième partie, autour des années 30, le documentaire montre bien comment les tendances du mouvement ouvrier, socialistes ou communistes, sous l'influence de Staline, n'ont pas appelé à la grève générale de mai-juin 1936. Elle est venue de la classe ouvrière elle-même... et le gouvernement du Front populaire a pesé pour la reprise du travail. Les historiens mettent en lumière que la lutte des classes est sans fin tant que le capitalisme n'aura pas été renversé, le patronat repartant à l'offensive dès que le rapport de force se relâche...

On peut regretter que le film, qui se limite à la France, n'aborde pas l'expérience de la grève générale en Russie en 1905, qui avait débouché sur une nouvelle forme de pouvoir ouvrier, les soviets, assemblées démocratiques où les travailleurs prenaient des décisions en confrontation avec l'Etat... marchant de la grève générale vers la révolution. Le documentaire est en tout cas très riche et fait écho à des problèmes bien actuels.

F.M.

Le documentaire est diffusé notamment par Les mutins de Pangée : http://www.lesmutins.org

Sur https://www.cinemutins.com
Location pour un mois : 3 € ; achat du film : 6 €

Sur https://www.on-tenk.com, location pour 48 h : 2 €

Un 8 mars sous le signe d'un nouvel hymne :

« patriarcat au feu et les patrons au milieu »

En cette journée internationale de lutte pour les droits des femmes, les féministes ont enflammé les rues de Bordeaux.

Le matin, l'AG féministe avait organisé un village féministe, où plus d'une centaine de jeunes sont passé·e·s pour échanger, faire des pancartes et participer à l'organisation de la manifestation.

Pour cette manif, il avait été décidé que le parcours serait le même que celui de la veille : c'était une manière de bien signifier que cette journée s'inscrivait dans la continuité de la lutte contre la réforme des retraites sous forme de reconductible. De haute lutte dans l'intersyndicale, l'AG féministe a obtenu la tête de cortège ouvrant une manifestation de 12 à 15 000 femmes, jeunes... « *fières, déters et révolutionnaires* ». Ces chiffres sont inédits pour un 8 mars à Bordeaux, témoignage que progressivement la grève féministe s'étend dans les esprits et qu'elle se comprend comme un moyen de lutte pour les femmes. Ce succès est également dû, bien évidemment, au contexte social de la lutte contre la réforme des retraites.

Mais il serait difficile de déterminer précisément ce qui a permis d'amener toute cette foule : les revendications féministes ou les revendications contre la réforme des retraites. De fait, c'est bien une contestation globale qui s'exprime au sein de laquelle les femmes, via les cortèges féministes ou non, ont pris toute leur place.

Et en effet, avec deux camions sono dans cet immense cortège, les rues de Bordeaux ont été animées de slogans radicaux féministes, anticapitalistes, contre la réforme des retraites et son monde. Comme c'est le cas depuis le début de cette lutte, dans le cortège féministe, c'est la fête, la joie, un sentiment de puissance collective s'en dégage. De nombreuses filles jeunes ou moins jeunes sont venues par la suite remercier les militantes de l'AG pour le moment intense qu'elles ont partagé. Plusieurs participantes et organisatrices ont témoigné se sentir fortes, libérées voire changées après avoir participé à cette manifestation. La détermination, la radicalité et cette joie qui alimente le cortège ont fait qu'à plusieurs reprises, des filles qui voyaient passer la manifestation l'ont rejointe comme ça, pour participer à ce beau moment.

Ce moment collectif très fort a permis de renforcer les militantes de l'AG et de faire connaître plus largement encore le cortège qui grossit manifestations après manifestations.

Chloé

Réunion publique du NPA33

avec des militant·e·s de la lutte

Vendredi 7 avril à 19h30

Athénée municipal - Place Saint Christoly - BORDEAUX